

UNE DÉPUTÉE POUR VOUS FAIRE RESPECTER !

5^e circonscription de l'Essonne



Annick LE POUL
Candidate titulaire

Madame, Monsieur,

Le territoire de la 5^e circonscription, je le connais particulièrement bien. J'y ai passé la plus grande partie de ma vie, de Gif-sur-Yvette à Verrières-le-Buisson. J'habite aux Ulis depuis bientôt 30 ans et je me suis investie dans sa vie locale depuis mon arrivée. J'ai passé ma jeunesse à Igny, quelque temps sur les bancs du collège de Verrières ainsi que ceux du lycée de Vilgénis, puis 12 années à Gif où j'ai démarré ma vie militante au sein de la FCPE, puis j'ai adhéré au PCF.

J'ai été maire-adjointe à l'éducation et à la petite enfance aux Ulis entre 2001 et 2014, puis conseillère communautaire à la CAPS en 2013. Je suis conseillère municipale d'opposition depuis 2014.

Mon investissement a toujours été guidé par **des valeurs humanistes**, le respect de chacun, la solidarité face à

l'individualisme, l'ouverture aux autres face au repli sur soi, la fraternité face à la xénophobie et au racisme.

Je n'accepte pas l'austérité qui nous est imposée. **Faire avancer le progrès social**, c'est ce que je défends en permanence dans mon rôle d'élue et sur le terrain. Je fais du **développement des services publics** si durement attaqués ma priorité.

Je ne conçois pas ma mission de députée comme celle d'une seule personne. Si je suis élue, je mettrai en place **des ateliers législatifs** où je convierai les citoyens à contribuer à élaborer le contenu des projets de loi que je défendrai.

J'ai de nombreuses propositions, l'ensemble de ce document en témoigne.

Si vous m'écrivez, vous aurez une députée qui veut faire prévaloir «L'Humain d'abord !».

Gabriel LAUMOSNE
Suppléant

Comme beaucoup de gens parmi nous, je suis scandalisé du chemin que prend notre société, toujours plus inégalitaire et moins humaine, tournée vers les intérêts d'un petit nombre de personnes au détriment du plus grand nombre. **Cette situation me touche.**

J'y suis d'autant plus sensible que, comme professeur de mathématiques en lycée, j'ai à coeur la réussite et le devenir de mes élèves.

Je ne ressens pas chez notre nouveau président, ainsi que chez son premier ministre, la volonté annoncée de changer le système !

Il veut légiférer par ordonnances cet été sur le code du travail, avec pour objectif d'affaiblir la protection des salariés. Je ne veux pas de cette régression démocratique et sociale.

Il est temps que nous soyons tous écoutés et que nous nous fassions respecter !

2017, L'humain d'abord !

PCF
Parti communiste français

MEMBRE DU

FRONT DE GAUCHE

Des propositions et des témoignages de citoyens

SANTÉ

→ PROPOSITION **Converger rapidement vers la prise en charge des soins à 100% par la Sécurité Sociale.**

On ne choisit pas de recourir aux soins ni de tomber malade. C'est le rôle de la **Sécurité Sociale** de permettre l'accès aux soins de tous.

→ PROPOSITION **Garantir le droit à la retraite à 60 ans à taux plein.**

Le droit à la retraite à un âge où on est encore en bonne santé est incontournable pour l'épanouissement de chacun-e; et à taux plein parce qu'on doit vieillir et pouvoir vivre dignement.

→ PROPOSITION **Abrogation des lois Bachelot et Touraine.**

Qui organisent la marchandisation des soins en créant des soins rentables et non-rentables. Les actes médicaux deviennent les sources principales de financement des hôpitaux, et donc font abandonner progressivement les soins dits «non-rentables» au détriment des besoins sanitaires réels.

→ PROPOSITION **Suppression du numerus clausus pour la formation des médecins.**

L'Essonne, et particulièrement notre territoire, sont en état avancé de désertification médicale d'après le ministère de la santé. Il faut que nous formions plus de médecins généralistes et spécialisés pour répondre à nos besoins !

→ PROPOSITION **Porter un moratoire sur les fermetures et démantèlements d'hôpitaux.**

Notamment pour notre hôpital d'Orsay, nous exigeons un moratoire sur le projet déjà bien avancé concernant sa destruction conjointe à celle des hôpitaux de Longjumeau et Juvisy. Nous n'approuvons pas le projet en l'état de construire un hôpital sur le plateau de Saclay tant l'offre publique de soins nous semble sous-estimée et les infrastructures pour y accéder insuffisantes. Laisser le secteur privé se développer sur notre territoire ne répond pas aux besoins fortement croissants de la population en politiques publiques de santé de qualité et accessibles à tous, au contraire !



LOGEMENT:

Le logement doit être une priorité



“ Le logement est le premier poste de dépenses d'un ménage allant jusqu'à 55 % des revenus alors que de nombreuses personnes survivent avec moins de 1000 € par mois. Cela explique en partie les loyers impayés, les expulsions locatives et les 12 millions de personnes fragilisées et en précarité énergétique. Cette situation se rencontre aussi dans des copropriétés.

Vos élus-es du PCF-Front de gauche s'impliqueront pour la revalorisation de l'aide à la pierre, pour la construction de logements à loyers modérés et pour qu'augmentent les aides à la personne. Ils-elles combattront les spéculations foncières et immobilières. ”

Monique TROALEN, les Ulis

Responsable départementale pour le logement

RETROUVER LE CHEMIN DE LA CRÉATION D'EMPLOIS, REVALORISER LES SALAIRES



Les politiques d'exonération des charges sans contrepartie ou les assouplissements de règles de licenciement n'ont débouché sur aucune relance de l'emploi. C'est confirmé par les faits.

Il ne suffit pas de cibler simplement les secteurs d'activité dans lesquels il faudrait créer des emplois, comme l'innovation environnementale ou le développement du secteur social. Il faut aussi permettre aux représentants des salariés dans les entreprises de suspendre les plans de licenciement et d'imposer le financement par les banques de propositions alternatives.

→ PROPOSITION **Abroger la loi El-Khomri et créer un nouveau code du travail rétablissant la hiérarchie des normes.**

Un accord d'entreprise ne doit pas être moins avantageux aux salariés qu'un accord de branche qui, lui-même, ne doit pas déroger à la loi.

→ PROPOSITION **Adoption d'une loi de sécurisation de l'emploi.**

Chaque salarié doit pouvoir alterner des périodes d'emploi et des périodes de formation choisies, sans perte de revenus ni de droits, et sans passer par la case chômage.

→ PROPOSITION **Sélectivité du crédit pour l'orienter en fonction de l'emploi et non de la spéculation.**

- **Créer de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés** dans les choix de gestion des entreprises avec droits de veto suspensifs en cas de projet de fermeture.
- **Création d'un pôle public bancaire** avec nationalisation de BNP Paribas et de la Société Générale.

→ PROPOSITION **+20% pour le SMIC et revaloriser de façon différenciée l'ensemble des salaires.**

SERVICE PUBLIC DE LA POSTE

Sur les 17 000 points de contacts de la poste en France, seulement 50 % sont encore de véritables bureaux de poste, 30 % sont des partenariats avec des collectivités et 20 % en partenariat avec des commerçants. Cette transformation de la carte des bureaux de poste a supprimé 90 000 emplois en 10 ans et des bureaux même chez nous ont fermé ou sont ouverts moins longtemps dans la semaine. Le courrier n'est plus distribué partout, ou tardivement, et on ne connaît même plus son facteur!

→ PROPOSITION **Redonner les moyens à la Poste d'assurer ses missions convenablement.**

En se concentrant en priorité sur les territoires déjà désertés comme les territoires ruraux ou les quartiers populaires qui en ont particulièrement besoin.

→ PROPOSITION **Faire évoluer les modes de gestion de la Poste.**

Afin que l'ensemble des acteurs de la Poste (direction, usagers, élus, représentants du personnel) soient bien représentés.



“ Je connais bien Annick, ainsi que le combat qu'elle mène pour la défense des services publics. Je partage avec elle celui contre les fermetures de bureaux de poste, leurs réductions d'horaires d'ouverture ainsi que la dégradation de la distribution du courrier. Je sais donc avec quelle détermination elle mène ces batailles, toujours dans l'intérêt des citoyens. Elle a toutes les qualités qui font des élus parlementaires utiles et efficaces, pour mener une politique qui soit d'abord au service de l'Humain. ”

Bernard VERA, Sénateur de l'Essonne

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE



“ Pour assurer que la France garde son rang dans la recherche fondamentale et appliquée, les moyens récurrents des laboratoires doivent être remis à niveau. Les chercheurs et enseignants-chercheurs ne doivent pas passer et perdre leur temps à chercher des contrats et retrouver le temps de faire leur métier ! ”

Lionel Schwartz, enseignant-chercheur de Bures-sur-Yvette.

→ PROPOSITION Refonte et plafonnement du Crédit Impôt Recherche

Afin que ne soient aidées que les seules PME (et pas les multinationales) qui embauchent vraiment et durablement des docteurs, ce qui doit être contrôlé. Les montants dégagés doivent aller à la recherche et non pas ailleurs.

→ PROPOSITION Création d'un revenu étudiant

Parce qu'on doit pouvoir étudier dans de bonnes conditions personnelles, sans rater son année à passer son temps à gagner sa vie à côté.

A propos de la licence universitaire.

La réussite étudiante en licence doit faire l'objet d'efforts spécifiques. La licence doit avoir des moyens comparables à ceux reçus par les classes préparatoires.

Aujourd'hui, le taux d'échec en licence est inacceptable et nuisible à l'économie et à l'emploi.



“ Je suis étudiant à la faculté d'Orsay en licence Staps. Je trouve compliqué pour nous, étudiants, de devoir faire des petits boulots pour subvenir à nos besoins d'étudiants. Nous stapsiens, avons des bâtiments répartis sur différentes villes (Orsay, Chatenay-Malabry, ...). Pour y aller, il est nécessaire de posséder un titre de transport coûtant mensuellement 63 euros par mois. Mais il faut aussi compter les frais de santé en cas de blessures, de maladies...”

Comme si cela ne suffisait pas, cela a comme conséquence évidente la diminution du temps consacré à nos études (la majorité de mes camarades ont un emploi d'au moins 12 heures par semaine). Emplois qui contribuent souvent à un redoublement et à un gâchis. ”

Benoît Le Goff, étudiant à Paris-Sud, centre universitaire d'Orsay.

PLATEAU DE SACLAY

Le projet Paris-Saclay est né d'une vision de développement inégalitaire et passéiste de notre région à l'ère de la révolution numérique. Nous l'avions dénoncé dès son lancement par Nicolas Sarkozy en 2008 : concentrer une grande partie de la recherche scientifique d'Ile-de-France sur le Plateau de Saclay, en consacrant des centaines de millions d'euros uniquement pour desservir en transports une zone de très faible densité, avec le paradoxe de consacrer de moins en moins de moyens pour la recherche publique comme privée et pour l'enseignement supérieur universitaire.

Au final, alors que près de 5 milliard d'euros sont mobilisés pour ce projet de cluster essentiellement dans les infrastructures de transport et immobilières, la construction de l'Université Paris-Saclay est un échec cinglant. Les contradictions entre système universitaire et écoles, exacerbées par la cacophonie d'un gouvernement incapable d'arrêter une politique cohérente, auront eu raison de toute ambition de coopération. Désormais l'Université Paris-Sud, soutenue par les organismes de recherche, s'autoproclame seule contre tous comme la future Université Paris-Saclay...

→ PROPOSITION Demander un moratoire sur le projet d'hôpital sur le plateau.

→ PROPOSITION Maintenir la sanctuarisation des terres agricoles.

→ PROPOSITION Modifier le projet concernant la ligne 18 du métro sur le plateau.

Le projet porté par la région et l'Etat est extrêmement coûteux pour des retombées sociales et économiques qui ont été quantifiées comme faibles et avec un impact écologique néfaste sur les terres du plateau, ouvrant la porte à une urbanisation des terres aujourd'hui préservées. Nous proposons d'arrêter la ligne 18 du métro à l'arrêt Orsay-Gif et de la prolonger vers l'est jusqu'à Villeneuve Saint-Georges.

SÉCURITÉ

Le droit à la sécurité est fondamental. Il ne peut être assuré sans une police proche de la population et disposant des moyens humains et matériels suffisants.

Le service public de la justice doit lui aussi disposer de moyens suffisants pour accomplir sa tâche.

→ PROPOSITION Recruter 20 000 policiers sur le mandat.

Une police sans suffisamment de policiers ne peut pas être efficace.

→ PROPOSITION Reconstruire une police de proximité vraiment proche de la population et à son écoute.

“Prévenir plutôt que guérir”

En finir avec la politique du chiffre dans la police.

→ Développement et indépendance du service public de la justice, avec un recrutement massif de magistrats afin d'assurer décentement les missions.

ENVIRONNEMENT ET TRANSPORT

Environnement, impulser un nouveau mode de production et de consommation

La défense de l'environnement et la transition écologique sont vitales pour préserver notre cadre de vie. Elles doivent générer une activité économique responsable permettant la création massive d'emplois au moyen d'une politique industrielle nationale et européenne à long terme, dégagée des intérêts à court terme du capitalisme financier.

→ PROPOSITIONS

- **Promouvoir des politiques de développement des énergies renouvelables** et de réduction massive d'émissions de gaz à effets de serre. Elles devront être une priorité absolue dans les années à venir afin que les promesses de la COP 21 ne restent pas lettre morte.
- Lutter contre les pollutions par des produits toxiques, avec contrôle sur le pouvoir des multinationales, tel Monsanto, qui les produisent.
- **Développer des circuits courts agricoles** pour alimenter nos commerces locaux et nos cantines scolaires.
- **Aider fiscalement à la rénovation thermique** des bâtiments publics et privés.



“ Les combustibles fossiles carbonés (charbon, gaz, pétrole) fournissent 68% de l'énergie finale consommée en France (78% pour le monde entier). L'électricité (toutes sources comprises) ne fournit que 22% de cette énergie finale en France.

L'utilisation des combustibles fossiles carbonés a des conséquences environnementales gravissimes : pollutions atmosphériques, dérèglement climatique... De gros efforts sont à faire pour réduire massivement leur utilisation : en économisant l'énergie, en améliorant l'efficacité énergétique et en augmentant en priorité absolue l'usage des énergies décarbonées : hydraulique, éolien, solaire, nucléaire. Cela nécessite des efforts de recherche et développement dans tous les domaines : production, stockage et utilisation. ”

Jean-Michel GAMA, ingénieur retraité, habitant d'Orsay.

Transports

Dans le cadre de la transition écologique nous devons prioriser le développement des transports « décarbonés ».

→ PROPOSITIONS

- **Localement** : Priorité à la rénovation du RER B et au développement de transports urbains de proximité entre banlieues.

- **Développer le ferroutage.**

Pour qu'il y ait moins de camions sur les routes et plus d'échanges commerciaux par le train.

Oui à une régie publique de l'eau



“ Oui, je crois qu'il est possible de reprendre la gestion de l'eau en régie publique comme l'ont fait d'autres villes, d'autres communautés d'agglomération (celle de Sainte-Geneviève-des-Bois, cœur d'Essonne, par exemple). Moins de profits pour les actionnaires de Véolia, Suez et une baisse du prix de l'eau pour tous, un renouvellement plus efficace des réseaux, une participation active des citoyens: voilà ce que je souhaite!

Avec ses 27 communes et ses 300 000 habitants, je crois que notre communauté d'agglomération, la Communauté Paris-Saclay, est en capacité d'en assurer la gestion.

Une association Aggl'eau-CPS, regroupant citoyens, associations, partis politiques à laquelle je participe, milite dans ce sens.

L'eau est indispensable à la vie humaine et ne peut être traitée comme une marchandise. Je voterai pour Annick Le Poul et Gabriel Laumosne, portant tous deux ces valeurs. ”

Danielle Courteau, Ancienne maire adjointe à l'environnement à Bures-sur-Yvette, ancienne directrice d'école maternelle

Des propositions et des témoignages de citoyens

DISCRIMINATIONS :

Qu'elles soient sexistes, racistes ou liées à l'identité de genre (LGBT+), les discriminations sont à combattre si nous voulons nous en sortir tous ensemble aussi bien dans notre vie quotidienne qu'au travail.



→ PROPOSITION Faire respecter les lois déjà votées.

Des lois existent déjà mais ne sont pas ou peu appliquées. Nous militerons pour donner aux organismes de contrôle les moyens d'assurer leurs missions.

→ PROPOSITION Militer pour l'égalité salariale réelle entre les femmes et les hommes.

A diplôme équivalent, une femme a un salaire 20% moins élevé qu'un homme. C'est insupportable et totalement injustifié. Le salaire des femmes doit être remonté au niveau de celui des hommes, cela contribuerait même à diminuer une bonne partie du trou de la sécu...

→ PROPOSITION Inscrire dans la Constitution le droit à l'IVG.

Nous devons être libres de disposer de notre corps et non pas être pris en otage par un hasard ou une violence de la vie.

→ PROPOSITION Délivrer un récépissé lors des contrôles d'identités.

Pour en limiter les éventuels abus et le contrôle au faciès.

→ PROPOSITION Contrôler plus largement les discriminations à l'embauche.

On ne devrait pas être discriminés pour ce qu'on est, pour son nom, sa religion ou le lieu où on habite.

→ PROPOSITION Porter une loi pour étendre la PMA aux couples de femmes.

Deux femmes sont aussi bien en mesure d'élever un enfant que n'importe qui.

→ PROPOSITION Garantir un droit réel à l'adoption pour les personnes LGBT+.

→ PROPOSITION Renforcer la prévention faite de ces discriminations, notamment en milieu scolaire.



« Chacun de nous porte une grande valeur. Toute personne doit pouvoir aimer sans en être jugée par personne. Peu important ses origines, ses croyances, sa couleur de peau ou sa vie sentimentale, chacun doit porter un cri d'espoir et d'amour. Vive la liberté! »

Sophie Lecuyer, habitante de Gif-sur-Yvette.

EDUCATION



« Pour répondre aux besoins de nos enfants et aux attentes de leurs parents, il faut une éducation qui permette la réussite de tous. Il y a aujourd'hui insuffisamment d'établissements classés en REP+ (Réseau d'Education Prioritaire) et leurs moyens alloués ne sont pas à la hauteur. Or nous voulons que chaque enfant ait le même niveau d'instruction.

Je suis certaine qu'Annick Le Poul, votre future députée, portera à l'Assemblée Nationale une vision de l'école émancipatrice et défendra un véritable service public d'Education. »

Anita Benoit-Ettouati Enseignante en REP+ aux Ulis.



« Je suis ulissien depuis 20 ans et durant toutes ces années j'ai croisé Annick Le Poul dans les conseils d'école et au conseil d'administration du lycée de l'Essouriau où elle siégeait en tant qu'élue de la ville. J'ai pu apprécier, au cours de nombreux combats menés avec elle, son attachement à la sauvegarde des services publics de l'éducation et à la défense des intérêts des ulissiens petits et grands. Elle a très souvent pris le parti des parents et des élèves jusqu'à les défendre face aux institutions. Je suis sûr que l'on pourra compter sur elle en tant que députée de notre circonscription. »

Abdou Boucheffa, habitant des Ulis

INTERNATIONAL, MIGRANTS

La France doit pleinement jouer son rôle de membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, en toute indépendance des Etats-Unis et de la Russie. Elle doit se concerter avec tous les pays du monde pour promouvoir une politique de stabilité et de paix véritable. Elle doit renoncer aux aventures qui ont déstabilisé le Moyen Orient et le Sahel, ferments de DAECH. La France doit faire primer le dialogue politique.

Notre pays doit développer la coopération économique et culturelle, mutuellement profitable, avec les pays du Sud (en particulier les pays d'Afrique) sur une base de respect et compréhension mutuels. C'est la seule solution à long terme du problème des migrants.

Nous nous devons de respecter les conventions internationales, comme celle de Genève, concernant les réfugiés politiques.

→ **PROPOSITION** **Création de statuts spécifiques pour les réfugiés économiques et climatiques.**

→ **PROPOSITION** **Régularisation des travailleurs sans papiers.**

→ **PROPOSITION** **La France doit mettre un terme au déséquilibre scandaleux dans sa politique au Moyen-Orient**

qui pénalise lourdement le peuple palestinien et immédiatement reconnaître l'Etat de Palestine.

→ **PROPOSITION** **Cesser de pénaliser la protestation pacifique du mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions).**

Alors que même la ministre des Affaires étrangères de l'UE Federica Mogherini en reconnaît la légitimité. (bien que l'UE s'oppose au BDS) :

« L'UE protège fermement la liberté d'expression et la liberté d'association, conformément à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui est applicable sur les territoires des états membres de l'UE, y compris en ce qui concerne les actions du BDS menées sur ces territoires »

Abrogation du «visa Balladur», causant des milliers de morts dans la mer des Comores entre Anjouan et Mayotte.

DES ÉLUS QUI S'ENGAGENT AU QUOTIDIEN

Choisir les candidats du PCF-Front de Gauche aux législatives, c'est se donner la possibilité de construire des politiques au service de l'humain. C'est se doter de députés qui combattent les reculs sociaux, développent l'activité économique, l'emploi, et les services publics en refusant la dérégulation libérale. Annick Lepoul et Gabriel Laumosne militent depuis des années sur le terrain et je soutiens leur engagement pour notre circonscription.

Gilles Laschon, candidat pour le Front de gauche dans la circonscription en 2012, universitaire, habitant à Gif-sur-Yvette.



“ Elu municipal à Verrières-le-Buisson, je voterai le 11 juin pour Annick Le Poul et Gabriel Laumosne, candidats dans la 5^e circonscription.

Ce sont eux aussi des élus locaux dont je connais et apprécie l'engagement pour les services publics, l'action sociale en faveur des populations, le logement, les transports.

Contre la droite et l'extrême-droite, contre le libéralisme décomplexé de M. Macron, ils porteront la voix de la gauche de transformation sociale qui s'est exprimée le 23 avril au premier tour de la présidentielle dans les votes en faveur de Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon.”

Dominique Grissolange, Conseiller Municipal de Verrières le Buisson.



“ Les politiques de la casse sociale menées par la droite à la région IdF contribuent grandement à l'aggravation des inégalités sociales, économiques et environnementales dans nos quartiers populaires déjà très touchés par les décisions des gouvernements successifs et malheureusement du gouvernement Macron qui prend le relais. Pour une fois, nous pouvons élire une majorité de députés de la «vraie» gauche pour mettre enfin l'Humain au cœur des décisions politiques. Alors le 11 juin, donnons-nous en les moyens, avec le vote PCF-Front de Gauche. ”

Lamine Camara, Conseiller régional PCF-Front de Gauche



“ Puisqu'il faudra défendre nos politiques publiques pour la santé, le logement, l'éducation. Puisqu'il faudra se battre pied à pied pour l'égalité des chances et la défense de nos droits sociaux. Puisqu'il faudra défendre le droit du travail contre le retour des tâcherons via l'uberisation de la société. Puisqu'il faudra promouvoir une Europe sociale et de progrès humain contre la mise en concurrence des nations... Je veux faire confiance à Annick Le Poul, élue de terrain et de proximité qui connaît bien notre quotidien et nos difficultés, et à Gabriel Laumosne, enseignant attaché au partage du savoir et au vivre ensemble. Je veux leur faire confiance car ils nous ressemblent dans nos luttes, nos rêves et nos espoirs.”

Pierre Bertiaux, maire adjoint d'Orsay



“ Annick Le Poul et Gabriel Laumosne ne sont pas des candidats-comètes aussi vite disparus qu'apparus. Ce sont des militants désintéressés, ancrés dans la circonscription qui ont donné d'eux mêmes pour la défense et l'extension de nos services publics de proximité (Ecole, Poste, Hôpital, eau), services qui sont les seules richesses de ceux qui n'en ont d'autres et qui sont le ciment d'une société solidaire et efficace.

C'est d'élus de leur trempe, dont nous aurons besoin pour affronter la politique de casse du Code du Travail, promise par E. Macron.

Notre société a besoin d'un vrai changement. J'aurais préféré soutenir un tandem PCF-France insoumise (F.I.) et regrette le refus obstiné de F.I. face aux diverses propositions de rassemblement du PCF. L'esprit de clan et la volonté de tout dominer ont malheureusement primé sur l'esprit de responsabilité. Je suis persuadé qu'un rassemblement nouveau devra émerger, jusqu'à devenir majoritaire. Il devra se construire, sur une base de contenus et d'idées, entre insoumis,, communistes, verts, socialistes et citoyens de bonne volonté, tous en rupture avec la politique de Hollande!

En votant Le Poul-Laumosne, vous contribuerez à rapprocher le moment où toutes ces forces dispersées entendront la demande populaire : « Rassemblez-vous et nous gagnerons ensemble ». ”

François Perinet, universitaire retraité, habitant des Ulis

ÊTRE CITOYEN EN TOUTE DIGNITÉ :

Reconnaître la citoyenneté de résidence et de droit de vote des résidents étrangers.

Il n'est pas normal que des personnes participant à notre société en y vivant et travaillant n'aient pas le droit de vivre de façon stable et de s'exprimer sur son devenir.

→ PROPOSITION **Stricte limitation du cumul et du renouvellement des mandats.**

La démocratie doit être vivante. Il faut favoriser le dialogue démocratique et avoir le temps d'assurer pleinement son mandat. Les mandats d'élus ne sont pas des métiers !

→ PROPOSITION **Organiser l'amnistie des membres d'organisation syndicales et associatives condamnés pour des faits relevant de leur activité militante.**

Parce que lutter pour ses droits ne devrait pas être un crime...

→ PROPOSITION **Supprimer la TVA pour les produits de première nécessité, militer pour l'interdiction, quand il y a précarité, des coupures d'eau et d'électricité, des expulsions locatives et de la privation de restauration scolaire.**



“ Défenseuse syndicale(*), j'oppose à la marée montante de la misère sociale les armes du droit. Des armes remises en cause par les réformes du Code du Travail inspirées par le MEDEF et relayées par E. Macron et Mme. El Khomri, dans le cadre d'un système judiciaire asphyxié par l'austérité. Tout au long de la législature qui se termine, j'ai vu les députés communistes se battre pour les droits des salariés, et défendre le service public de la justice. Je fais confiance à Annick Le Poul pour poursuivre ce combat et c'est pourquoi je voterai communiste aux élections législatives le 11 juin : c'est d'autant plus crucial qu'E. Macron se propose de détruire le Code du travail par ordonnances dès cet été si l'Assemblée lui en accorde le pouvoir.

*Le défenseur syndical, nommé par le préfet, sur proposition syndicale, assure gratuitement la défense des salariés devant les juridictions sociales (conseil de prud'hommes, chambres sociales des cours d'appel) ”

Laurence Malegat, défenseuse syndicale, habitante de Bures-sur-Yvette

“ La région Ile-de-France a laissé mon bailleur, l'OPIEVOY, se faire privatiser, risquant de faire augmenter mon loyer. Les communistes ont alerté les locataires de ma résidence de Chanteraine et nous ont aidé à se battre. Annick Le Poul s'est battue à nos côtés jusque devant le ministère du logement.

La confiance s'établit par des actes et non des paroles. Je voterai comme d'autres locataires de Chanteraine pour elle au premier tour de l'élection législative. ”

Une locataire de Chanteraine, les Ulis.

“ J'appelle à voter pour le tandem Le Poul-Laumosne car eux ont parlé clair et net pour faire barrage au second tour des présidentielles au Front National. Ce n'est pas rien d'avoir limité le score de Le Pen à 34% des voix (même si c'est encore beaucoup trop !).

Maintenant, nous voulons des députés aux côtés des citoyens et non aux ordres d'un président au service de la finance. ”

M. T., habitant des Ulis



“ Je soutiens Annick Le Poul, comme elle je souhaite une Assemblée Nationale

représentative de la diversité de la population, dans toutes ses composantes, des députés qui s'intéressent au quotidien des gens, qui comprennent véritablement leurs préoccupations, leurs inquiétudes, leurs problématiques, et qui voteront donc des lois justes. ”

Pierre LAURENT, Secrétaire national du PCF